

Septembre 2016

S'immerger dans l'innovation sociale

n°28

focales



Un logement
comme tremplin
pour les réfugiés



Au sommaire

- 3 Un toit comme tremplin
- 6 «Si tu as un emploi, tout va mieux»
- 8 Créer des ponts

Trouver un logement pour les demandeurs d'asile reconnus réfugiés est un parcours du combattant. À partir du moment où ils obtiennent leur avis positif du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA), ils ont deux mois pour trouver un toit, condition indispensable pour les démarches nécessaires à leur intégration, notamment le recours à l'aide sociale. Le Collectif des femmes de Louvain-la-Neuve, association d'insertion professionnelle, a lancé en avril le projet Tremplin pour la vie, en vue de soutenir les réfugiés dans ce contre-la-montre.

Par Manon Legrand – Photos: Pierre Vanneste / Collectif Krasnyi



Un toit comme tremplin

Quand ils obtiennent leur statut de réfugiés, les demandeurs d'asile ont deux mois pour trouver un logement. Mission difficile, voire impossible, dans ce délai et avec des moyens financiers et des connaissances linguistiques limités. Face à ce constat, Amancay Egas Torres et Paule-Rita Maltier, coordinatrices dynamiques de l'association Collectif des femmes de Louvain-la-Neuve, ont créé le projet Tremplin pour la vie. Il a pour but d'épauler ces personnes livrées à elles-mêmes pour trouver un toit.

Dans son petit bureau, à quelques jets de pierre du centre sportif de Louvain-la-Neuve, très fréquenté les jours d'été, Amancay, du projet Tremplin pour la vie, accueille Bandar. Il a les yeux brillants et les mains qui tremblent, signes qui trahissent un manque de sommeil. Depuis qu'il a reçu son avis positif du CGRA le 29 juillet, 10 jours auparavant, ce réfugié syrien d'une quarantaine d'années s'est engagé dans une véritable course contre la montre. Il a deux mois pour trouver un logement. Comme tous les demandeurs d'asile qui obtiennent leur statut de réfugiés ou la protection subsidiaire de l'État belge – 60% sur les 35.000 demandeurs d'asile enregistrés en 2015 selon les statistiques d'asile du CGRA –, Bandar peut encore rester 60 jours dans le centre où il séjourne. Passé ce délai, il prendra la direction de son nouveau logement, s'il est chanceux. Mais face aux difficultés de la mission qui l'attend, il pourrait aussi tomber dans le piège des marchands de sommeil ou

atterrir dans la rue. «*J'ai déjà parcouru toute la Belgique pour trouver un logement. Mais à chaque fois c'est la même chose, le propriétaire désire que je paye la garantie au comptant et je n'ai pas l'argent pour ça*», explique-t-il dans sa langue maternelle à Charlotte, bénévole parlant arabe, venue donner un coup de main à Amancay pour la traduction. «*Encore ce matin, poursuit-il, j'ai quitté le centre près d'Anvers vers 5 h du matin et fait un crochet à Vilvorde pour visiter un appartement... Mais c'était cher et insalubre.*» De plus, Bandar se sent bien seul dans sa recherche. «*Il y a une assistante sociale au centre Fedasil où je séjourne, mais elle n'a pas vraiment le temps de nous aider à chercher des logements*», regrette-t-il. À cela s'ajoutent les difficultés d'ordre financier: «*Avec six tickets de train aller et retour pour deux mois, il est impossible de prendre les choses en main pour trouver mon futur 'chez moi'...*» Pour Bandar, Tremplin pour la vie est son dernier espoir.



Intermédiaire entre propriétaires et locataires

Ce projet est né en avril dernier à l'initiative d'Amancay Egas Torres et Paule-Rita Maltier, coordinatrices du Collectif des femmes. « Nous avons constaté durant les cours de français qu'on dispense dans notre association que trouver un logement est une grande difficulté pour les réfugiés. Souvent, ils ne parlent pas français, ne connaissent pas la législation belge et ont peu de rentrées financières. Il fallait qu'on agisse », explique Amancay.

Depuis, les deux coordinatrices pétillantes n'arrêtent pas une minute. Cela, sans compter leurs heures. Quand elles ne passent pas des coups de fil aux propriétaires, elles distribuent des flyers à la paroisse de Louvain-la-Neuve pour sensibiliser les habitants, organisent des réunions d'information dans leurs locaux ou font des appels sur Facebook. « Notre rôle est d'assurer l'intermédiaire entre les propriétaires et les réfugiés. On doit souvent les rassurer, car nous constatons que certains d'entre eux sont frileux à louer leur bien aux réfugiés pour une série de préjugés liés à leurs origines, mais aussi pour des raisons financières. Ils ont peur que les réfugiés ne soient pas capables de payer... », poursuit la coordinatrice.

Chaque jour, elle épluche les annonces, passe des coups de fil et recense les logements disponibles. Toutes les options sont possibles : kot étudiant, chambre chez l'habitant, petit studio... tant que le loyer n'est pas trop élevé,

car les rentrées financières se limitent la plupart du temps au revenu d'intégration. « Parfois, nous ne trouvons aucune solution pendant une semaine et puis la semaine suivante, cinq logements se libèrent », raconte Amancay, dont le bureau prend parfois des airs de centrale téléphonique.

Le duo dynamique accompagne les bénéficiaires à toutes les étapes : recherche du logement, signature du bail, enregistrement à la commune, contact avec les propriétaires. Pour la garantie locative, souvent impossible à payer pour les bénéficiaires au moment où ils intègrent leur logement, Amancay a mis en place un plan avec certains CPAS : ils avancent la garantie et établissent ensuite avec le locataire un plan de paiement. Le CPAS peut dans certains cas s'acquitter également du premier mois de loyer. « Mais tous les CPAS n'acceptent pas ces aménagements, ça dépend de leur politique sociale », précise-t-elle.

Le temps est compté

Amancay ouvre la grosse farde qui compile les annonces d'appartements, de studios et de kots recensés par ses soins. Elle propose à Bandar un appartement de 54 m² à Cérroux-Mousty, petit village situé à une dizaine de kilomètres de Louvain-la-Neuve. Le prix : 690 euros. Les espoirs de Bandar partent en fumée. Il est capable de déboursier 400 ou 500 euros charges comprises au maximum. Amancay réserve alors cette option pour une famille syrienne qui doit quitter le centre de Rixensart dans quelques jours. Le temps est compté.



Jemal a trouvé un logement et un boulot grâce au projet Tremplin pour la vie. Le trentenaire peut enfin rêver d'un nouveau départ.

Elle propose alors à Bandar de remplir une fiche. Les traditionnelles données comme les nom, prénom, pays d'origine, langues parlées sont demandées, mais également des informations plus précises. Est-il fumeur ? Veut-il vivre seul ou en colocation ? « *Nous essayons d'obtenir un maximum de détails sur ses envies pour trouver un propriétaire avec qui ça peut matcher* », spécifie la coordinatrice. Bandar explique avoir envie de se fixer, de trouver un travail très vite, et pouvoir entamer les démarches de regroupement familial : « *Je préfère payer un peu plus cher que de vivre avec d'autres personnes. J'ai envie d'une vie sérieuse* », insiste-t-il. Amancay sait alors qu'elle pourra déjà évincer l'option « kot étudiant ». Tous les jours, Amancay récolte 20 à 30 fiches.

Créer du lien social

Depuis la mise en place du projet en avril, une trentaine de personnes ont pu être logées. Dans des kots étudiants, appartements, studios ou chambres chez l'habitant. Pour une durée de 3, 6 ou 12 mois. La solution la plus fréquente est la chambre chez l'habitant. Elle comporte de multiples avantages, selon Amancay : « *Le loyer n'est pas cher, cela permet les échanges, l'apprentissage du français et cela crée aussi du lien social pour les Belges*

isolés. » Pour ces raisons, le projet de Tremplin pour la vie s'étendra aux demandeurs d'asile, encore logés au centre d'accueil. Ils seront invités à passer une semaine en immersion chez l'accueillant (une famille, un habitant ou un kot d'étudiants). « *De cette manière, ils pourront déjà créer des contacts avec la population et apprendre le français* », souligne la coordinatrice.

Conscientes que la vie chez l'habitant n'est pas toujours simple, Amancay et Paule-Rita s'efforcent d'assurer que la cohabitation se passe au mieux, à travers l'organisation de soupers mensuels dans le but de discuter des éventuelles difficultés rencontrées par les propriétaires ou les locataires. Amancay insiste aussi : « *L'idée n'est pas de trouver une solution parfaite directement. Nous répondons à une urgence ! Il s'agit de solutions de transition afin que les réfugiés puissent avoir un toit, se mettre en ordre administrativement et, à partir de là, prendre un nouveau départ.* » Deux semaines plus tard après la visite de Bandar, elle lui trouvera finalement une chambre dans une maison familiale de Louvain-la-Neuve. Il y restera six mois, le temps de se reposer et de suivre les cours de français. Un soulagement. Entre-temps, de nombreuses fiches continuent à s'empiler dans la farde d'Amancay. Et le téléphone n'a pas cessé de sonner.

« Si tu as un emploi, tout va mieux »

Le projet Tremplin pour la vie a pour objectif l'intégration. Outre la question du logement, cela passe aussi pour les deux initiatrices du projet par le travail ou le bénévolat : une façon de se sentir utile, d'acquérir une compétence et d'apprendre le français. Jemal, trentenaire d'origine érythréenne, fréquente le projet depuis six mois. Après avoir trouvé un logement, il a commencé à faire du volontariat dans un café citoyen de la cité universitaire.



Jemal arrive au local du Collectif des femmes sur son petit vélo. « C'est Paule-Rita (coordinatrice de Tremplin pour la vie, NDLR) qui me l'a trouvé pour que je puisse me déplacer », explique-t-il. Ce trentenaire vit aujourd'hui à Limelette, situé environ à six kilomètres de Louvain-la-Neuve, après avoir loué quelques mois un studio à Louvain-la-Neuve. Il a trouvé son logement grâce au projet Tremplin pour la vie.

« C'est comme une famille »

« À la sortie du centre d'asile de Jodoigne, j'ai d'abord essayé de trouver une chambre en Flandre avec d'autres Érythréens, mais c'était difficile », se souvient-il. « Je ne dormais pas, ne mangeais presque plus pour faire des économies. Une volontaire du centre de Jodoigne m'a parlé des cours de français et des projets menés au Collectif des femmes. J'y ai rencontré Amancay et Paule-Rita. Je leur dois tout... On ne sait rien faire tout seul parce qu'on ne connaît rien. En plus, je ne peux pas trop compter sur mon assistante sociale. Elle est très peu présente et ne parle pas anglais, ce qui rend la communication compliquée », poursuit le jeune homme. Au Collectif des femmes, il suit depuis six mois les cours de français, participe aux formations à la conduite au vélo et prend part aux activités

ponctuelles. *«Je suis arrivé seul ici et j'ai pu me faire des amis. C'est comme une famille!»,* confie Jemal, en esquissant un petit sourire.

Son loyer est de 400 euros par mois, soit la moitié du revenu d'intégration dont il bénéficie. Cette solution, si elle lui convient financièrement, ne le satisfait pas complètement. *«Le contrat dit que personne ne peut venir me visiter. Je dois en fait toujours demander. C'est parfois difficile de ne pas se sentir vraiment chez soi. Je me contrôle tout le temps pour ne pas faire de bêtises»,* explique Jemal, qui espère trouver vite un «chez-soi». *«Une chose à la fois»,* essaye-t-il de se convaincre, comme le lui répètent aussi Amanca y et Paule-Rita.

Article 60

Depuis quelques semaines, Jemal travaille bénévolement deux ou trois jours par semaine dans les cuisines du café citoyen Altérez-vous. Le café, qui organise des activités à vocation sociale, environnementale et citoyenne, avait déjà tissé des liens avec le Collectif des femmes en organisant des tables de conversation avec les femmes migrantes de l'association. *«Paule-Rita est venue me demander si l'un des réfugiés du projet pouvait venir faire du volontariat. J'avais déjà consulté le CPAS pour savoir s'ils avaient des personnes intéressées»,* explique Sorina Ciucu, gérante du café citoyen, qui n'a donc pas hésité longtemps pour engager Jemal, veillant à respecter ses horaires de cours de français.

«Jemal peut apprendre la langue ici, mais aussi les règles du travail. Et surtout, il crée du lien social, c'est une belle expérience», poursuit-elle. *«Si tu as un job, tout va mieux»,* renchérit Jemal, qui voudrait à l'avenir, une fois la langue française mieux maîtrisée, se former à l'électricité. En septembre, il sera engagé temps plein sous contrat article 60. Un pas de plus vers l'indépendance...





Créer des ponts

L'aide à la recherche de logement pour les réfugiés n'est pas le seul volet de Tremplin pour la vie. Le projet vise plus largement à tisser des liens entre les habitants de Louvain-la-Neuve et les réfugiés et demandeurs d'asile.

« Le plus grand bien que nous puissions faire aux autres n'est pas de leur communiquer notre richesse mais de leur révéler la leur. » Telle est la maxime choisie par le Collectif des femmes de Louvain-la-Neuve pour définir sa philosophie. Depuis sa création en 1979, cette association, créée au départ par des femmes pour des femmes, a élargi ses activités et multiplie aujourd'hui les projets de solidarité entre autochtones et allochtones. Tremplin pour la vie en fait partie.

« L'objectif prioritaire de notre projet est de créer des ponts entre les habitants de

Louvain-la-Neuve, les réfugiés et les demandeurs d'asile », souligne Amancaay Egas Torres. Pour construire des solidarités et briser les préjugés, la coordinatrice ne manque pas d'idées.

«Inspire ma culture»

Dès septembre sera lancé un nouveau volet de Tremplin pour la vie, «Inspire ma culture», à destination des demandeurs d'asile logés dans des centres de grande taille. «Nous leur proposerons, avec l'accord de Fedasil, de loger durant une semaine dans une



famille, dans un kot d'étudiants ou chez des personnes âgées. L'objectif est de créer du lien et d'amorcer leur intégration. De jeunes demandeurs d'asile pourront par exemple accompagner les étudiants au cours ou faire du sport...», explique Amancay.

Tremplin pour la vie lancera aussi ses parrainages à la rentrée. «L'idée, poursuit-elle, est de mettre en connexion des habitants de Louvain-la-Neuve avec des réfugiés autour de passions communes: un cinéma, une balade avec des enfants, du sport, un repas. Ou encore l'apprentissage mutuel

d'une langue.» Des habitants de Louvain-la-Neuve et le Kot à projets Carrefour, une maison communautaire qui rassemble des étudiants belges et étrangers, ont déjà fixé une balade-rencontre en octobre. À terme, le Collectif des femmes espère multiplier les partenariats avec les étudiants, l'association des habitants, l'université, l'Université des aînés.

« Je suis arrivé seul au Collectif des femmes et j'ai pu m'y faire des amis. C'est comme une famille », confie Jemal.



Quelles pistes pour favoriser la transition ?

« Il y a quelques années, 30% des demandeurs d'asile obtenaient leur statut de réfugiés, aujourd'hui, ils sont environ 60%. On sort d'une crise, on s'est donc préoccupé de l'accueil des personnes qui arrivaient sans prévoir ce qui allait advenir après pour toutes ces personnes obtenant leur statut », constate Malou Gay, codirectrice du Ciré. Aujourd'hui, les réfugiés reconnus ont deux mois pour quitter le centre et trouver un logement. « Ce délai est trop court. Les réfugiés n'ont pas de réseau, peu de connaissance de la langue, du contexte belge... De plus, ils n'ont pas les moyens de payer la garantie locative ou les premiers mois car ils n'ont plus d'aide matérielle de Fedasil une fois la porte du centre franchie et ils ne bénéficient du revenu d'intégration qu'à partir du moment où ils sont domiciliés. On les plonge dans un cercle vicieux de pauvreté », déplore Julie Vanstallen de Caritas International. L'ONG, comme d'autres associations du secteur de l'asile, plaide de longue date pour allonger cette période et pour que le passage de l'aide matérielle à l'aide financière soit facilité.

Le gouvernement prévoit que les personnes avec un haut taux de reconnaissance – il s'agit principalement des Syriens – soient rapidement dirigées vers les ILA, initiatives locales d'accueil, présentes dans presque toutes les communes de Belgique, pour faciliter le passage à l'aide financière assurée par le CPAS. « Cela ne correspond pas aux besoins des réfugiés. Les ILA sont nombreuses dans les communes rurales; or, ils ne veulent pas spécialement s'y installer. En effet, il leur est difficile de trouver un logement, un travail et ils peuvent être loin de leur famille ou de leur communauté », explique Malou Gay. Et de souligner également la bagarre communautaire que révèle ce modèle. En effet, envoyer les futurs réfugiés dans les initiatives locales d'accueil, c'est confier aux communes la responsabilité de les accueillir et de les soutenir dans leur transition. « Qui est compétent pour aider les personnes dans leur recherche de logement ? Qui doit financer cette aide ? Est-ce aux communes que cette responsabilité doit revenir ? », s'interroge Malou Gay.

Les mesures récentes prises par le gouvernement ne rassurent pas les associations. Début juin, il décidait de supprimer 10.000 places d'accueil pour les demandeurs d'asile. Et, au passage, de mettre fin au modèle d'accueil des associations actif depuis 17 ans. En partenariat avec Fedasil, les associations, dont le Ciré, proposaient aux demandeurs d'asile un hébergement dans des appartements, avec un accompagnement adapté à leurs besoins. « À cela s'ajoute aussi la diminution progressive des financements aux associations d'aide à la transition, déplore Malou Gay. Pas étonnant, dès lors, observe-t-elle, que les initiatives citoyennes prennent le relais. Mais tous les réfugiés n'ont pas toujours la chance de les croiser. » Pour le Ciré, il revient à Fedasil d'être responsable des réfugiés jusqu'au moment où ils sont installés dans leur nouveau logement. « Nous plaidons pour la création d'un fonds fédéral de garantie locative qui puisse assurer le paiement des garanties. Selon nous, Fedasil devrait même assurer le paiement du premier loyer », défend Malou Gay.



Le plaisir d'un repas partagé après les cours de français.

Pour en savoir plus

- Tremplin pour la vie, un projet du Collectif des femmes de Louvain-la-Neuve.

Rue des Sports, 19 - 1348 Louvain-la-Neuve

Tél. : 010/47 47 69.

Courriel : info@collectifdesfemmes.be

Site web : <http://www.collectifdesfemmes.be>

- WEB +

« Logement des réfugiés: droit dans le mur? », *Alter Échos* n°411, octobre 2015, Martine Vandemeulebroucke.

« Réfugiés: après l'urgence, l'accompagnement », *Alter Échos* n°419, mars 2016, Marinette Mormont.

« Réinstallation des réfugiés: les premiers pas d'un programme belge », *Focales* n°5, mai 2014, Cédric Vallet.

focales

est une revue publiée en supplément d'*Alter Échos*.

Une initiative de l'Agence Alter, avec le soutien de la Wallonie.

Coordination : Marinette Mormont.

Ce cahier a été rédigé par Manon Legrand.

Photos : Pierre Vanneste/Collectif Krasnyi

Il a été achevé en septembre 2016.

Layout, mise en page et photos : Françoise Walthéry et Cécile Crivellaro.

Impression : Nouvelles Imprimeries Havaux

Cette publication est en accès libre

sur www.alterechos.be (onglet Focales)

Agence Alter
■■■■■



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES